

DELIBERATION n° 2020-99
relative à la demande d'accréditation hors vague
pour la création d'une mention de master « Justice, Procès
et Procédures » à l'UFR DE

Point inscrit à l'ordre du jour n° 6-3

Conseil d'administration du 11 décembre 2020

Vu le code de l'éducation et notamment l'article L.712-3 ; L.713-1, L.713-9 ;
Vu les statuts de l'université de La Réunion ;
Vu l'avis du conseil de faculté réuni le 1^{er} octobre 2020 ;
Vu l'avis de la Commission de la formation et de la vie universitaire lors de sa séance du 4 décembre 2020 ;

Après en avoir délibéré les membres du Conseil d'administration **approuvent la demande d'accréditation hors vague pour la création d'une mention de master « Justice, Procès et Procédures » à l'UFR DE, conformément aux documents joints.**

<u>Résultat du vote</u>								
Vote	électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				21				
N'ayant pas pris part au vote				3				
Nombre de voix	pour	18	contre	0	abstention(s)	0	refus	0

Fait à Saint-Denis le **17 décembre 2020**
Le Président de l'Université de La Réunion


Professeur Frédéric MIRANVILLE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités le **18 DEC. 2020**

Entrée en vigueur le lendemain de sa publication au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion.

**Instructions concernant les demandes de créations
de DEUST, licences, licences professionnelles ou masters « hors vague »**

Les établissements peuvent demander, en dehors de leur campagne de contractualisation, la création de DEUST, licences, licences professionnelles ou masters. Ils adresseront au département des accréditations :

- Une lettre argumentaire (co-signée en cas de co-accréditation) comportant les éléments suivants :
 - Justification du projet (lien avec la stratégie de formation de l'établissement, évolution du secteur, de la profession, évolution de la réglementation, secteur émergent scientifiquement...)
 - Positionnement de la formation dans l'offre de l'établissement, du site, et le cas échéant aux niveaux régional et national, en indiquant les formations similaires
 - Relations avec le milieu socioprofessionnel, entreprises partenaires, tissu industriel ; pour les licences professionnelles préciser les accords passés au sein d'un secteur d'activités, avec les branches professionnelles et/ou les entreprises ou autres organismes d'employeurs potentiels des diplômés
 - Objectifs en termes de recrutement : publics visés ; pour la formation continue, catégories de salariés susceptibles d'être intéressés
 - Objectifs en termes de flux pour la prochaine période (filières et bassin de recrutement, flux attendus)
- La fiche de présentation d'une formation : ci-dessous - 4 pages maximum.

Ces deux documents seront à déposer sur Pélican en pièce jointe du formulaire approprié (sauf pour les DEUST : à envoyer par mail à votre correspondant au département des contrats de sites et des accréditations). Un guide de saisie est disponible sur Pélican à la rubrique Ressources documentaires.

Attention, en raison de l'inscription dans Parcoursup, les demandes de création de Licence ou de DEUST doivent être déposées, au plus tard, pour le **15 septembre** de l'année précédant l'année visée par la demande d'accréditation. (Exemple : demande au 15 septembre 2020 pour une licence à ouvrir à la rentrée 2021).

Les demandes de création de LP et de Master peuvent être déposées au 1^{er} trimestre de l'année visée par la demande d'accréditation. (Exemple : dépôt possible entre septembre 2020 et mars 2021 pour un master à ouvrir à la rentrée 2021).

Approuvé par le Conseil d'Administration
dans sa séance du **11 DEC 2020**

Le Président de l'Université de la Réunion

Pr. Frédéric MIRANVILLE

Organisation de la formation :	<p>Master se déployant sur 2 années.</p> <p><u>Niveau Master 1</u> – Mutualisation importante avec les deux mentions de master préexistantes en droit privé.</p> <p>4 Unités d'Enseignement spécifiques : droit pénal spécial des personnes, droit de la preuve, droit processuel interne et européen, culture juridique et judiciaires (108 Heures de cours étudiant spécifiques) ;</p> <p>3 TD spécifiques : droit de la preuve, droit processuel interne et européen, droit pénal spécial des biens.</p> <p><u>Niveau Master 2</u> – Master complètement autonome des autres masters en droit.</p>
Modalités d'enseignement :	<p>Formation initiale et présentiel.</p> <p>La formation offre de nombreuses occasions de rencontres avec des professionnels ou d'immersion professionnelle.</p>
Volume horaire de la formation :	<p><u>En Master 1</u> : 441 H CM +165 H TD = 606 H étudiant</p> <p><u>En Master 2</u> : 229 H CM + <u>a minima</u> 210 H en temps d'investissement étudiant (mémoire, conférences, stage, procès fictif) = <u>a minima</u> 439 H étudiant</p>
Lieux de la formation :	<p>Campus Universitaire du Moufia (La Réunion)</p>
Liens avec la recherche :	<p>Adossement au Centre de Recherche Juridique (CRJ)</p>
Liens avec le monde socio-économique :	<p>Des liens très solides sont d'ores et déjà noués avec l'ensemble des professions juridiques et judiciaires sur le territoire (organisation d'événements en commun ; participation des professionnels aux formations et aux colloques et conférences de la faculté ; accueil de stagiaires au sein des juridictions, cabinets d'avocats, etc. de l'île ...).</p> <p>Les liens existent également avec l'ensemble du tissu socioéconomique et associatif de La Réunion et les différents acteurs du territoire (Préfecture, collectivités, ARS, Justice, PJJ, police, gendarmerie, douanes, etc.).</p> <p>*Partenariat avec l'IEJ de La Réunion (et son réseau).</p> <p>*Partenariat avec les juridictions et les barreaux de La Réunion (partenariat déjà existant, à formaliser sur ce point).</p> <p>*Partenariat prévu avec d'autres formations (ex : <i>DU de criminologie et de victimologie en cours de création</i>).</p>
Effectifs attendus :	<p>Master 1 = 25 étudiants</p> <p>Master 2 = 20 étudiants</p>

**Conventionnement avec une
institution privée française**

*Préciser l'apport de l'établissement à la formation et
nommer l'institution*

Unités d'enseignement SEMESTRE 1	Matières	CM Nbre d'heures	CM Nom de l'enseignant	TD Nbre d'heures	TOTAL HETD
	METHODOLOGIE	6			
Unité d'Enseignement 1 D4DP1UE1	Droit Fiscal D4DP1FIS	20			
Unité d'Enseignement 2 D4DP1UE2	Régimes matrimoniaux D4DP1REM	30		15	
Unité d'Enseignement 3 D4DP1UE3	Sûretés D4AP1SUR	30		15	
Unité d'Enseignement 4 D4DP1UE4	Droit international privé D4AP1IP1	30			
Unité d'Enseignement 5 D4DP1UE5	Voies d'exécution D4DP1VOE	18			
Unité d'Enseignement 6 D4DP1UE6	Droit de la Propriété Intellectuelle	24			
Unité d'Enseignement 7 D4DP1UE7	Droit pénal spécial des personnes	30			
Unité d'Enseignement 8 D4DP1UE8	Droit de la preuve	18		15	
Unité d'Enseignement 9 D4DP1UE9	Anglais D4AP1AN1			15	
Unité d'Enseignement 10 D4DP1U10	C2I D4AP1C2I			15	
Unité d'Enseignement 11 D4DP1U11	Comptabilité D4AP1COM	10		15	
TOTAL SEMESTRE 1		216		90	

Unités d'enseignement SEMESTRE 2	Matières	CM Nbre d'heures	CM Nom de l'enseignant	TD Nbre d'heures	Nom de l'enseignant
Unité d'Enseignement 12 D4DP2U12	Montages sociétaires et entreprise individuelle D4AP2MSE	30			
Unité d'Enseignement 13 D4DP2U13	Successions D4DP2SUC	30			
Unité d'Enseignement 14 D4DP2U14	Droit des entreprises en difficulté D4AP2END	30		15	
Unité d'Enseignement 15 D4DP2U15	Droit processuel (interne et européen)	30		15	
Unité d'Enseignement 16 D4DP2U16	Droit international privé 2 D4AP2IP2	30			
Unité d'Enseignement 17 D4DP2U17	Culture juridique et judiciaire	30			
Unité d'Enseignement 18 D4DP2U19	Droit pénal spécial (BIENS) D4AP2DPS	30		15	
Unité d'Enseignement 19 D4DP2U20	Anglais D4AP2AN2			15	
Unité d'Enseignement 20 D4DP2U21	C2i D4AP2C2I			15	
Unité d'Enseignement 21 D4DP2U22	Stage ou Mémoire D4DP2MST				
Unité d'Enseignement 22 D4DP2U23	Déontologie du Juriste	15			
TOTAL SEMESTRE 2		225		75	
S1+S2		441		165	

PROPOSITION DE MASTER 2 MENTION « JUSTICE, PROCES & PROCEDURES »

Module disciplinaire I	UE1 - Droit des obligations approfondi	18 H	4
	UE2 – Actualités juridiques (droit substantiel : droit des biens, droit de la famille, Droit des personnes, etc.)	18 H	4
Total		36 HCM	8
Module « Evolution de la justice contemporaine »	UE3 - Nouvelles formes de justice (numérique, prédictive, restaurative...)	12 H	2,5
	UE4 - Modes alternatifs de règlement des différends	12 H	3
	UE5 – Indemnisation des préjudices corporels	12 H	2,5
Total		36 HCM	8
Module « Culture et ouverture » I	UE6 - Culture générale	9 H	2
	UE7 – Eclairage de contentieux administratif et fiscal	9 H	2
Total		18 HCM	4
Séminaires « Techniques procédurales » I	UE8 - Procédure civile	12 H	2,5
	UE9 - Procédure pénale	12 H	2,5
Total		24 HCM	5
Module « Immersion professionnelle » I	UE10 – Procès fictif	Temps d'investissement étudiant = 30 H minimum	5
Total		TIE = 30 H	5
TOTAL S1		114 HCM + 30 H TIE	30

Module « disciplinaire » II	UE11 - Droit processuel approfondi	18 H	3
	UE12 - Droit pénal et sciences criminelles (criminologie et droit de la sanction)	18 H	3
Total		36 HCM	6
Module « Culture et ouverture » II	UE13 - Culture générale	9	1,5
	UE14 - Sociologie de la justice	9	1,5
Total		18 HCM	3
Séminaires « Techniques procédurales » II	UE15 - Procédures civiles d'exécution	12	1,5
	UE16 - Stratégies procédurales (prescription, procédures accélérées, QPC, CEDH)	12	1,5
Total		24 HCM	3
Module « Pratique professionnelle »	UE17 - Atelier Note de synthèse	8	1
	UE18 - Atelier Exposé-discussion	8	1
	UE19 - Atelier Outils professionnels (formulaires CERFA, barèmes professionnels...)	9	1,5
	UE20 - Atelier Langue vivante	12	1,5
	UE21 - Atelier Informatique	Auto-formation	1
Total		37 HCM	6
Module « Immersion professionnelle » II	UE22 - Conférences de pratique professionnelle, conférences-débats sur des thèmes d'actualité, visites de sites	Temps d'investissement étudiant (TIE) = 30 H Minimum	
	UE 23 - Rapport de recherche + Stage et rapport de stage	TIE = 40 H TIE = 110 H	6 6
Total		TIE = 180 H	12
TOTAL S2		115 HCM + 180 H TIE	30
TOTAL S1 + S2		229 HCM + 210 H TIE	60

ARGUMENTAIRE

DEMANDE D'ACCREDITATION HORS VAGUE D'UNE MENTION DE MASTER « JUSTICE, PROCES et PROCEDURES »

Porteurs du projet :

- Pascal PUIG, Professeur agrégé en droit privé
- Cathy POMART, MCF HDR en droit privé

Composante de rattachement : Faculté de Droit et d'Economie

Adossement Recherche : Centre de Recherche Juridique
Université de La Réunion.

Ouverture échelonnée souhaitée :

- *du Master 1 mention JPP en août 2021*
- *du Master 2 JPP en août 2022.*

1°- Justification du projet (lien avec la stratégie de formation de l'établissement, évolution du secteur, de la profession, évolution de la réglementation, secteur émergent scientifiquement...) :

Objectifs poursuivis :

- L'objectif est de proposer une poursuite d'études au niveau master à des étudiants diplômés de Licence en droit qui aujourd'hui partent pour la métropole faute de trouver un master correspondant à leurs attentes à La Réunion. L'offre de formation en droit privé est essentiellement tournée vers les affaires et le patrimoine. Il s'agit de permettre le déploiement d'une formation davantage orientée sur le volet extrapatrimonial (droit des personnes, droits fondamentaux, procès...). Cette formation viendrait parfaitement s'adosser à la recherche menée au sein du Centre de Recherche Juridique sur les personnes, les publics vulnérables, etc. Elle permettrait à ceux des étudiants réunionnais pour lesquels la mobilité est difficilement envisageable de poursuivre et terminer leur cursus de master sur le territoire et de prétendre à des emplois de niveaux BAC+4 et BAC+5 sur le territoire.
- Ce master a pour objectif de proposer une formation renforcée dans le domaine des procédures et des techniques judiciaires. Il répond à une demande des professionnels du monde judiciaire qui souhaitent que les diplômés renforcent leurs compétences en procédure, soient formés à des techniques judiciaires et directement opérationnels. Les professionnels, spécialement les avocats et les magistrats, sont parfaitement prêts à s'impliquer dans cette formation. La 1^{ère} ambition de cette formation est donc de permettre l'acquisition de connaissances approfondies en matière procédurale ; la 2^{ème}

ambition est de tendre vers la maîtrise de techniques procédurales et la découverte d'outils qui sont le quotidien des professionnels (barèmes, formulaires, etc.) ; enfin la 3^{ème} ambition de la formation est de renforcer le niveau de culture générale des étudiants. Plus globalement, il s'agit de faciliter l'accès des étudiants juristes aux professions judiciaires ainsi qu'aux concours ou examens qui y mènent.

Historique du projet : La présente demande s'inscrit dans le prolongement de la demande d'accréditation d'un parcours de master « Justice procès et procédures » adossé aux deux mentions de master de droit privé (droit du patrimoine et droit des affaires) de la Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion, demande présentée en 2019.

Il avait été décidé à l'époque, compte tenu du calendrier contraint, de ne pas ouvrir une nouvelle mention de master mais de créer un parcours spécialisé adossé aux deux mentions existantes de droit privé. Cette proposition avait en outre semblé présenter l'avantage de conforter les masters existants par un nouveau parcours offrant des débouchés réels.

Le constat effectué en réunion de département au mois de juillet 2020 est cependant que le projet de parcours « Justice, procès et procédures » qui avait été décidé lors de la réunion du 21 mai 2019 et adopté en Conseil de Faculté à l'unanimité le 27 juin 2019 n'a pas pu se déployer. Le double adossement du parcours aux mentions droit des affaires et droit du patrimoine est apparu compromis car, au moins pour l'un d'eux, il n'apparaît pas suffisamment cohérent. Ce vice est consubstantiel au double adossement car jamais ce parcours « Justice procès et procédures » ne pourra correspondre à un parcours de master patrimoine ou à un parcours de master droit des affaires.

La proposition votée en département droit le 22 septembre 2020, en conseil de faculté le 1^{er} octobre 2020 et en Commission Formation et Vie Universitaire le 6 octobre 2020 est de privilégier la création d'une mention de master « Justice, Procès et Procédures » et donc de solliciter une accréditation hors vague. Cette formation viendra compléter l'offre de formation de la Faculté de droit et d'économie sur le niveau master, offrir des débouchés aux étudiants de L3 et s'inscrire parfaitement en adéquation avec les axes du Centre de Recherche Juridique (notamment, perspectives de poursuite en doctorat). Elle est en parfaite cohérence avec le partenariat existant avec l'IEJ de La Réunion qui propose des préparations au pré-CAPA et à l'ENM (en collaboration avec Paris I). D'autres partenariats seront noués et notamment avec le Diplôme Universitaire Victimologie et criminologie en cours de construction au sein du SUFP de La Réunion (ouverture prévue en 2021).

En termes de soutenabilité, la création de ce nouveau master se ferait presque à coût constant par rapport à la création du parcours initialement envisagé.

- Le coût du parcours dans sa version 2019 (M1 + M2) était de 337 HCM soit 505,5 HETD (le reste étant mutualisé avec les masters existants) :
Soit en master 1 : 108 H CM soit 162 HETD
Soit en master 2 : 229 H CM soit 343,5 HETD

- Dans la version présentée en 2020, le passage à une mention autonome nécessite d'ajouter 45 HETD (création de 3 TD spécifiques en Master 1 pour marquer de manière visible la mention JPP) par rapport au projet 2019 - soit un coût total de 550,5 HETD pour la création de cette mention qui mutualise des cours avec les masters 1 existants mais qui est autonome au niveau M2.
- Dans le cadre du dialogue budgétaire relatif à la NOF, il avait été validé 505.5 hetd. De ce fait, le passage à une mention de master génère un très léger surcoût de 45 hetd, soit environ 2000 euros en surcoût de masse salariale.

2°- Positionnement de la formation dans l'offre de l'établissement, du site, et le cas échéant aux niveaux régional et national, en indiquant les formations similaires :

La Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion est la seule à porter des formations de master en droit sur le territoire de La Réunion. Elle attire en outre chaque année des candidatures venant de la zone océan Indien et de la métropole.

Actuellement, la proposition de formations de niveau master offertes par la Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion est la suivante :

- Master mention Droit des Affaires
- Master mention Droit du patrimoine
 - 2 parcours en M2 :
 - Ingénierie juridique du patrimoine
 - Droit notarial
- Master mention Droit public
 - 2 parcours en M1 :
 - Classe préparatoire aux concours des fonctions publiques A / A+
 - Droit public
 - 2 parcours en M2 :
 - Droit public des affaires
 - Droit de l'action publique et des libertés

La nouvelle formation envisagée ne connaît donc pas d'équivalent sur le territoire de La Réunion et dans la zone océan Indien.

3°- Relations avec le milieu socioprofessionnel, entreprises partenaires, tissu industriel ; pour les licences professionnelles préciser les accords passés au sein d'un secteur d'activités, avec les branches professionnelles et/ou les entreprises ou autres organismes d'employeurs potentiels des diplômés :

Des liens très solides sont d'ores et déjà noués avec l'ensemble des professions juridiques et judiciaires sur le territoire (organisation d'événements en commun ; participation des professionnels aux formations et aux colloques et conférences de la faculté ; accueil de stagiaires au sein des juridictions, Tribunaux judiciaires et Cour d'appel, des études de notaires, d'huissiers, cabinets d'avocats, d'experts-comptables...).

Les liens existent également avec l'ensemble du tissu socioéconomique et associatif de La Réunion et les différents acteurs du territoire (Préfecture, collectivités, ARS, PJJ, police, gendarmerie, douanes, etc.).

Poursuite d'études possibles post-M2 : IEJ prépa CAPA et ENM.

Insertion professionnelle :

Concours et examens / Eventuels recrutements dans le secteur privé.

Magistrat, Avocat, Officiers de gendarmerie, Commissaire de police, Métiers de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Greffier, Huissier, Directeur de l'administration pénitentiaire, etc.

4°- Objectifs en termes de recrutement : publics visés ; pour la formation continue, catégories de salariés susceptibles d'être intéressés :

Le public visé en première intention est un public de formation initiale.

Le vivier d'étudiants est principalement constitué de diplômés de Licence en droit des deux sites (Saint-Denis et Tampon) de l'année en cours (même si des validations d'acquis et des reprises d'études ainsi que des mobilités depuis la zone océan Indien ou la métropole ne sont naturellement pas exclues).

Il s'agit donc de juristes ayant une formation généraliste, l'enjeu étant la spécialisation et la professionnalisation accrue.

Effectifs étudiants inscrits en L3 sur Saint-Denis (site Nord de la Faculté) :

- Parcours droit privé : 53 inscrits
- Parcours droit public : 16 inscrits
- 1 indécis à cette date
- Total campus Nord : 70 étudiants

Effectifs étudiants inscrits en L3 sur Le Tampon (site Sud de la Faculté) :

- Parcours droit privé : 39 inscrits
- Parcours droit public : 14 inscrits
- 2 indécis à cette date
- Total campus Nord : 55 inscrits

Actuellement, 125 potentiels diplômés de L3 (*a minima* 95 privatistes) sont inscrits à la Faculté de droit et d'économie et pourraient ainsi poursuivre leur cursus universitaire sur 3 spécialités de master (patrimoine, affaires et Justice, procès et procédures).

Le vivier d'étudiants annoncé (25/30 étudiants) nous apparaît réaliste à l'aune de la sélection en master 1 qui conduit à ce que, pour la première fois de façon aussi massive cette année, de brillants étudiants diplômés de licence droit de l'Université de La Réunion ne soient pas admis dans des masters métropolitains (notamment en JPP ou en droit pénal et sciences criminelles), à l'aune également de l'expérience très positive menée en droit public (ouverture d'un nouveau parcours de Master 2 droit public à la rentrée 2020-2021) qui a permis de retenir de bons étudiants en masters.

Par ailleurs, des anciens étudiants qui avaient arrêté leur cursus universitaire au niveau L3 faute de pouvoir envisager une mobilité et faute de trouver dans l'offre de formation existante un master correspondant à leurs attentes pourraient revenir vers les bancs de l'université.

Pour information – les effectifs des masters existants en 2019-2020 :

- Master 1 Droit des affaires : 20 inscrits
- Master 2 Droit des affaires : 13 inscrits
- Master 1 Droit du patrimoine : 28 inscrits
- Master 2 Ingénierie juridique du patrimoine : 12 inscrits
- Master 2 Droit notarial : 29 inscrits
- Master 1 Droit public : 20 inscrits
- Master 1 Classe préparatoire aux concours des fonctions publiques A / A+ : 10 inscrits
- Master 2 Droit public des affaires : 7 inscrits
- Master 2 Droit de l'action publique et des libertés : 11 inscrits

A moyen terme, il pourrait être envisagé d'ouvrir cette formation sur 2 années et/ou en la découpant en modules à des professionnels qui souhaitent monter en compétence (FC, FTLV). Cette perspective sera envisagée à la faveur de la prochaine habilitation (il nous paraît préférable de stabiliser en première intention une ouverture en formation initiale).

5°- Objectifs en termes de flux pour la prochaine période (filieres et bassin de recrutement, flux attendus) :

Des sondages ont pu être réalisés auprès des étudiants actuellement inscrits en L3 et en L2 à l'Université de La Réunion.

Effectif escompté : 25 étudiants en Master 1 en 2021-2022
20 étudiants en Master 2 en 2022-2023

Précisons par ailleurs qu'une communication anticipée auprès des étudiants de L2 dès cette année devrait permettre d'éviter le départ de certains d'entre eux vers la métropole dès la fin de leur L2 pour optimiser leur chance d'intégration d'une université métropolitaine.

Une montée en puissance sur les 2^{ème} et 3^{ème} années de fonctionnement du master est donc possible (effectif maximum envisagé : 30 étudiants en M1 et 25 en M2).

Afin de permettre les réorientations, les étudiants titulaires d'un Master 1 droit des affaires et droit du patrimoine (voire droit public) pourraient intégrer le Master 2 mention JPP sur la base d'un argumentaire et d'une validation pédagogique (et réciproquement).

Le bassin de recrutement est donc prioritairement La Réunion et les 2 licences en droit du territoire. Il peut également intégrer la zone océan Indien voire des mobilités venues de métropole ou de l'international.